

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich
gssa@gssa.ch

GSsA

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 108 Août 2016

une Suisse sans armée



N'oubliez pas : NON À LA LRENS LE 25 SEPTEMBRE 2016 !



Editorial

Les médias rapportent en permanence au sujet de guerres ou de conflits armés dans le monde – mais ces événements semblent toujours lointains. A cela s'ajoute que pour beaucoup, la Suisse reste un havre de paix et de neutralité. Mais bien que certains événements paraissent éloignés – du moins géographiquement – le monde est aujourd'hui bien plus relié qu'il pourrait sembler au premier abord. La Suisse, en tant que grande puissance économique, exerce une influence non négligeable à l'international. Ainsi, le pays est non seulement impliqué, mais prend également directement part à divers conflits, par exemple via des exportations d'armes ou des investissements dans les multinationales de matériel de guerre. Des activités qui ne sont rien de moins que des profits de guerre, qui devraient être incompatibles avec la neutralité de la Suisse. Et c'est pour cela que le GSsA veut changer la situation. Nous avons déclaré la guerre aux profits de guerre, d'abord au niveau communal puis au niveau national. Deux des initiatives communales sont présentées en page 4 du journal, celles de Lucerne et Saint-Gall. En page 5, différentes questions liées à l'initiative et à sa mise en oeuvre sont listées et expliquées.

Autre thème important de cette édition : la votation sur la nouvelle loi sur le renseignement, traitée en page 3. Les arguments listés dans l'article ont pour but de démontrer pourquoi tu ne devrais en aucun cas laisser passer ta chance de glisser un non dans les urnes le 25 septembre prochain. Empêchons ensemble la Suisse de devenir un état surveillance !

En page 6, nous prenons le budget de l'armée sous la loupe – et par la même occasion le continuel et scandaleux gaspillage d'argent public qui en résulte. Nous présentons également les résultats du groupe de travail du Conseil fédéral sur l'armée, qui préconise rien de moins que l'extension de l'obligation de servir aux femmes en Suisse. Sur la même page, une analyse de la récente attaque informatique contre la RUAG. En page 7, tu trouveras des articles sur les efforts de désarmement nucléaire et sur le plus grand exercice de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide. Nous te souhaitons une bonne lecture !

Pour la rédaction,
Daniela Fischer



Photo à gauche : Magdalena Küng et Sebastian Büchler
Photo à droite : Eva Krattiger

GENS

Grand changement au secrétariat du GSsA

A côté du lancement à venir des nouvelles initiatives, le secrétariat prend également un nouvel élan. Nous prenons congé avec émotion de quatre de nos secrétaires, et souhaitons la bienvenue à leurs successeur-e-s. Par Nora Komposch

Les obligations du service à l'Etat chamboulent souvent de manière très inopportune les choix de vie des jeunes hommes suisses; le secrétariat du GSsA en fait également les frais puisque c'est avec grand regret que nous nous séparons de **Thomas Leibundgut**, qui ne peut plus repousser son service civil plus longtemps. Après un an et demi au secrétariat de Berne, il a débuté son service civil auprès du CSAJ (Conseil Suisse des Activités de Jeunesse) en juillet. Lui succède **Eva Krattiger**, étudiante en géographie et en sciences sociales à l'Université de Berne. Elle nous fera profiter de la solide expérience acquise en tant que coprésidente de l'association des étudiant-e-s et en tant que membre du groupe régional de Public Eye, association anciennement connue sous le nom de «Déclaration de Berne». Arrivée au secrétariat romand après la fusion du GSsA et du GSoA en 2015, **Mélanie Glayre** a été la force motrice du rapprochement entre les sections romandes et alémaniques. De par son talent d'organisation et de traduction culturelle, Mélanie a déconstruit pierre par pierre

la barrière du Röstli. Malheureusement, le temps lui manque pour combiner le travail au secrétariat et ses activités syndicales – en conséquence, Mélanie a dû mettre un terme à son mandat auprès du GSsA fin juin.

Au sein du secrétariat zurichois auront lieu deux changements cet été. Après deux ans et demi de loyaux services, **Meret Schneider**, véritable centre de savoir-faire du GSoA, quitte le secrétariat pour se concentrer sur ses activités au sein des Jeunes Verts, au Conseil Communal de Uster et auprès de Sentience Politics. Mais la force verte ne nous quitte pas pour autant. **Magdalena Küng**, qui prendra sa place, est conseillère des habitant-e-s de Wohlen AG et membre du Conseil de l'organisation «NieWieder-AKW» (Plus jamais de centrale nucléaire) d'Argovie. A côté de ses activités politiques, elle poursuit ses études en sociologie et en droit à l'Université de Bâle, et s'engage dans le domaine de la migration. Magdalena représentera ainsi les cantons de Bâle et d'Argovie au secrétariat, rôle jusqu'ici tenu par **Daniela Fischer**. Daniela quitte elle aussi le secrétariat, après quatre années de travail engagé et efficace, pour terminer ses études en histoire. Elle reste cependant parmi nous en tant que responsable de rédaction du journal du GSsA. **Sebastian Büchler** reprendra les tâches de Daniela. Sebastian étudie les sciences politiques à l'Université de Zurich et est membre de longue date du GSsA. En marge de son activité dans la gastronomie, il s'engage au sein de l'ONG Cuisine sans frontières. Sebastian a également terminé son service militaire et pourra ainsi témoigner de l'inutilité de l'armée de par sa propre expérience.

Nous remercions chaleureusement tou-te-s les secrétaires qui nous quittent, les remercions pour leur travail énergique et engagé et leur souhaitons plein succès pour le futur. Nous souhaitons la bienvenue à nos nouvelles et nouveaux secrétaires et nous réjouissons de travailler ensemble pour une interdiction des profits de guerre ainsi qu'à de nombreux autres projets.

ENAAT

Ensemble contre les exportations d'armes

(af) La réunion annuelle du réseau européen contre le commerce des armes (European network against arms trade – ENAAT) a eu lieu du 8 au 12 juin dernier, à laquelle ont participé plusieurs militant-e-s du GSsA. Une discussion publique a ouvert l'événement, au cours de laquelle les participant-e-s ont pu échanger au sujet des niveaux records atteints par les exportations de matériel de guerre des pays européens (surtout la France et l'Allemagne) durant l'année écoulée. Un autre thème important lors des discussions a été la militarisation toujours plus importante de la région du Levant. Lors des deux journées suivantes, la plupart des activités se sont concentrées autour de discussions internes au mouvement. Les participant-e-s des différentes régions d'Europe eurent l'occasion de présenter la situation de l'industrie de l'armement et les exportations

les plus scandaleuses du pays dans lequel ils/elles résident. Ce fut aussi l'occasion de s'informer mutuellement au sujet des actions et campagnes les plus récentes organisées par leurs groupes, ainsi que les réactions de la société civile et des multinationales de l'armement face à celles-ci. En parallèle, on a discuté des conséquences de la directive européenne sur les exportations d'armes sur les législations nationales, du lobbying des multinationales de l'armement ainsi que des actions de protestation contre la réunion de l'Agence européenne de défense, qui aura lieu à Bruxelles en novembre de cette année. En conclusion de la réunion et avec pour mot d'action « War starts here », diverses actions de protestation contre le salon des armes de Farnborough ont eu lieu. Un moment d'échange précieux cette année encore pour la délégation du GSsA.

Annonce

Nous voulons fonder un chœur du GSsA !

Il existe une large palette de chants pacifistes et antimilitaristes. Et les occasions de se produire ne manquent pas non plus (AG du GSsA, sessions, marche de Pâques...). Aspirant-e-s ou confirmé-e-s, les choristes intéressé-e-s peuvent prendre directement contact avec Dieter Rooke (dieter.rooke@vtxmail.ch, 078 037 18 41, Kreuzimaadweg 20, 3812 Wilderswil). Dieter se réjouit de te connaître !

LRENS

Fouiner sans limites ?

La nouvelle Loi sur le renseignement (LRens) qui sera soumise au vote populaire le 25 septembre est une atteinte à la liberté et aux droits fondamentaux. La surveillance généralisée sans nécessité de présomption d'infraction ferait de la Suisse de facto un État surveillance. A cela s'ajoute encore les risques engendrés par la coopération avec les services secrets étrangers. Le GSsA appelle clairement à dire NON à la LRens. Par Lewin Lempert

La Suisse à une histoire peu glorieuse en ce qui concerne la surveillance et le fichage de citoyen-ne-s sans histoire. Le premier scandale des fiches a révélé, en 1989, la surveillance et le fichage systématique de presque un million de personnes durant des années, voire des décennies. En 2010, l'histoire se répète : à nouveau, de nombreuses personnes se retrouvent victimes d'une surveillance étatique inutile et infondée. L'adoption de la loi sur le renseignement l'automne passé démontre que parlementaires, fonctionnaires fédéraux et gouvernement n'ont rien appris de l'histoire. Selon la loi, les services de renseignement seront dotés de nombreuses nouvelles compétences. Heureusement, une petite mais déterminée coalition composée des Jeunes Socialistes, du GSsA, du PS, des Verts et de la Digitale Gesellschaft, ont réussi à récolter les 50'000 signatures nécessaires afin de soumettre la LRens au vote. Ainsi, il sera permis aux citoyen-ne-s Suisses de décider du sort de leur sphère privée, et si celle-ci pourra être violée légalement par l'État sans soupçon préalable.

La sphère privée comme argument principal?

Dans notre société actuelle, il pourrait paraître presque étrange que certain-e-s s'engagent pour la protection de la sphère privée. La publication des photos les plus intimes sur les médias sociaux est devenue normale. Ne sommes-nous

pas tou-te-s devenu-e-s des citoyen-ne-s «transparent-e-s» – mettant à disposition toutes nos données personnelles volontairement sur internet ? La lutte pour les droits fondamentaux, à laquelle appartient également la protection de la sphère privée, semble avoir été oubliée par un pan significatif non seulement du camp bourgeois-conservateur, mais aussi de la gauche. Et cela bien que la défense de ces droits soit aujourd'hui plus pertinente que jamais. L'arbitraire de l'État est plus proche de nous que certain-e-s aiment à le croire. La Turquie et son développement rapide vers un État totalitaire ou le gouvernement d'extrême droite en Hongrie en sont des exemples alarmants. Mais des voisins plus proches de la Suisse suivent des tendances similaires, en atteste les lois liberticides adoptées en France et en Espagne, qui limitent radicalement la liberté d'expression et de rassemblement. La France est en état d'urgence permanent depuis novembre 2015. Un État, et en particulier une institution étatique comme les services secrets, qui échappe à quasiment tout contrôle, représente un danger important. Et ceci non seulement de par la masse d'informations déjà accumulée sur les résident-e-s suisses, à la fois énorme et impossible à estimer, qui peut être utilisée en toute circonstance contre la population, mais également et surtout à travers les nouvelles prérogatives que les services secrets se verraient attribuées en cas d'adoption de la nouvelle Loi sur le renseignement par le peuple.

Mouchards et perquisitions

La nouvelle Loi sur le renseignement rendrait possible les perquisitions à domicile sans mandat judiciaire. Un véritable renoncement à l'État de droit. Les indicateurs ou mouchards, infiltrés à la solde de l'État dans certains milieux, seraient eux aussi légalisés. Que l'Office de la protection de la constitution allemande, le pendant des services secrets suisses, travaille

plus volontiers avec des mouchards néo-nazis plutôt que des institutions étatiques fait présumer le pire.

L'augmentation générale des compétences des services secrets qu'amèneraient l'adoption de la loi pose aussi une question juridique fondamentale : celle de l'abandon de la présomption d'innocence, un des principes fondamentaux du système judiciaire suisse. Car si les services de renseignement obtiennent le droit de surveiller tou-te-s les résident-e-s suisses, cela sous-entend une présomption de culpabilité de chacun-e. Et ceci sans le moindre soupçon.

La porte ouverte aux alliances militaires internationales

Selon la nouvelle loi, la neutre Suisse se verrait accorder le droit de mener des cyber-attaques à l'étranger. L'échange d'informations avec des services secrets étrangers serait lui aussi légalisé – qu'il s'agisse des services secrets turcs, nord-américains ou allemands. Et ceci est source de grande inquiétude, car ces services secrets sont régis par d'autres lois. En conséquence, personne en Suisse ne pourra

contrôler ce qui sera fait des informations qui leur seront mises à disposition. Pour rappel, il ne s'agit pas ici de l'échange d'informations dans le cadre d'une poursuite pénale. Mais bien de l'échange d'informations en dehors de toute procédure judiciaire ou de soupçon d'activité illégale. La Suisse se positionnerait ainsi encore plus clairement en matière de politique de sécurité qu'elle ne le fait déjà. Ainsi, en prenant parti par le biais de ces collaborations en matière de politique de sécurité, la Suisse remettrait également en question la tradition de résolution des conflits par la diplomatie liée à sa neutralité.

En bref : cette votation n'a rien à voir avec le sentiment répandu du «je n'ai rien à cacher». Cela n'a rien à voir non plus avec le fait que les services secrets pourront faire usage de nos photos postées sur Facebook. Il en va de la défense d'une certaine idée de l'État de droit et de principes juridiques liés aux fondements de la démocratie suisse. Il en va de la défense des droits fondamentaux et de la liberté. C'est pour ces raisons que cette loi doit être clairement et distinctement refusée.



Nous sommes contre la nouvelle loi sur le renseignement !

« Non à l'extension de la surveillance des citoyen-ne-s. Nous avons déjà eu assez de scandales de fiches.»

Tanja Soland
Avocate, fichée en 2008



«Ce qui m'inquiète le plus, c'est que les demandes de renseignements annulent automatiquement toute protection juridique. Cela enlève à des milliers de personnes la possibilité de se défendre.»

Rainer J. Schweizer
Ancien Professeur de droit public et International à l'Université de St-Gall



Aujourd'hui déjà, le Ministère public de la Confédération et les polices cantonales sont responsables d'enquêter sur les activités terroristes, sur la criminalité organisée et sur les actes préparatoires de ces crimes. Ils disposent déjà de tous les moyens nécessaires et sont soumis à un contrôle prévu par la loi. Une surveillance accrue de l'Etat, sans soupçon fondé, saperait l'Etat de droit et la démocratie!

Amanda Gavilanes
Conseillère administrative genevoise et secrétaire générale du GSsA



INITIATIVES

Contre le profit de guerre dans les villes suisses

(nk) Lors de sa dernière assemblée générale en avril 2016, le GSsA a décidé de lancer différentes initiatives communales en été 2016, ainsi qu'une initiative nationale au printemps 2017. Les recherchistes du GSsA ont rassemblé beaucoup d'informations et ont mené des discussions intenses avec nos partenaires dans la coalition, ainsi qu'avec diverses caisses de pension, des banques et des sociétés de conseil

financier afin d'être prêt-e-s pour le lancement de ces initiatives. La situation a évolué de manière très distincte dans les différentes villes. En raison du fédéralisme, les possibilités d'un changement de loi, qui permettrait d'interdire aux caisses de pensions de tirer de profit des conflits armés, diffèrent fortement selon les communes. Ceci explique que les différents projets communaux ne sont pas tous au même

stade et ne connaissent pas forcément la même évolution. Au moment de l'impression du journal, dans les villes de Berne, Zurich et Coire, les recherches et vérifications battaient encore leur plein. La forme concrète que prendra l'interdiction de tirer profit de la guerre reste ouverte. A Lucerne et Saint Gall, le processus est déjà plus avancé – vous en retrouverez une description détaillée dans les articles

suivants. En parallèle de la planification des initiatives, des propositions ont déjà été déposées auprès des parlements de certaines villes et cantons, par exemple dans la ville et le canton de Berne. Le débat public concernant les investissements des caisses de pensions et des banques suisses dans les entreprises de production d'armes prend ainsi de l'ampleur, une base sur laquelle nous pouvons construire l'initiative nationale de l'année prochaine.

LUCERNE

Contre le commerce de guerre lucernois

L'initiative «pour une interdiction du commerce lucernois avec la guerre» a été déposée fin juillet. Il est grand temps que la population de la ville de Lucerne soit intégrée à la discussion au sujet des investissements dans l'industrie de l'armement. Par Magdalena Küng

Lucerne est l'une des villes les plus touristiques de Suisse. Son emplacement spectaculaire, nichée au coeur des montagnes et au bord du lac, ainsi qu'un fort lien avec les traditions et coutumes suisse en font une destination incontournable pour nombre de touristes suisses et étrangers/ères. Mais il fait aussi bon vivre, travailler et étudier à Lucerne : des quartiers pleins de vie, des lieux publics agréables, une offre immobilière variée, des activités sportives, culturelles et de loisirs de qualité, intégration, écologie et des conditions cadres avantageuses à l'économie : c'est en tout cas la description que dépeint la planification générale 2016-2020 de la ville de Lucerne.

Et ce ne sont pas des buts excessivement ambitieux. Lucerne, ainsi que d'autres villes, est sur la bonne voie et pourrait réussir à se définir en tant que commune moderne, responsable et inclusive. En ce qui concerne les opérations financières, cependant, la position et les buts de Lucerne semblent être de tout autre nature. Les investissements placés dans des fonds qui, par exemple, servent aussi à la promotion et au financement d'entreprises d'énergies fossiles qui détruisent l'environnement, jouissent d'une certaine notoriété. Par contre, la question des investissements dans des entreprises produisant des armes interdites par le droit international ne fait pas l'objet de discussions

publiques. De nombreux produits financiers courants indexent des entreprises qui sont exclusivement ou partiellement spécialisées dans la production d'armes ou de matériel de guerre. Que ce soit des banques, des caisses de pension ou des compagnies d'assurance : l'exclusion de telles entreprises de la stratégie de placement des fonds à gérer n'entre pas en considération pour la commune de Lucerne.

Des investissements dans l'industrie de l'armement, de la part d'une ville qui reçoit des visiteurs/euses du monde entier, qui provoque l'enthousiasme et aime à se targuer d'une forme de vivre ensemble solidaire paraissent pour le moins incompatible. Et ceci car le financement d'armes et de matériel de guerre interdits par le droit international, que ce soit de façon active ou passive, n'est tout simplement pas compatible avec l'image d'une commune moderne et responsable.

Le 23 juillet, le GSsA, des représentant-e-s des Jeunes Socialistes, du PS et des Jeunes Verts Lucerne ont conjointement déposé l'initiative « Pour une interdiction du commerce lucernois avec la guerre ». Le but du texte est l'interdiction des investissements financiers directs et indirects du matériel de guerre interdit par le droit international. La loi engloberait la ville de Lucerne ainsi que ses fondations de droit public et ses institutions. A l'heure actuelle, il n'existe pas de statistiques concernant le montant des investissements de la caisse de pensions de la ville de Lucerne auprès de l'industrie de l'armement. Et ce, bien que le GSsA ait déposé une demande directe d'informations auprès de la caisse de pensions de la ville. Tant que la caisse de pensions ne confirme pas le contraire, il convient de supposer qu'une partie

des avoirs de la caisse de pensions sont investis dans de telles entreprises. Les pratiques d'autres caisses de pensions prouvent que cela est monnaie courante en Suisse. Cette pratique est malheureusement très étendue, et cela malgré la possibilité de créer des fonds sociaux, écologiques et durables. Or, tant que les activités financières avec des entreprises d'armement ne sont pas interdites, les gestionnaires de fortunes seront libre d'y placer des avoirs. Et ce, malgré le fait que par exemple, l'index social du MSCI, qui exclut l'industrie de l'armement, a un des rendements les plus stables depuis des années, en comparaison aux index dits « normaux ».

Le renoncement à de tels produits financiers ne serait pas qu'un signal politique fort : chaque centime de mois qui ne peut être mis à profit par l'industrie de l'armement est un centime de plus pour un monde sans violence. Comparé

au capital des caisses de pensions ou des compagnies d'assurances, le montant des actions, obligations, fonds ou autres produits financiers concernés peut paraître ridicule. Mais l'effet d'un renoncement aurait une conséquence concrète pour l'industrie de l'armement.

Le vivre ensemble solidaire, que Lucerne souhaite soutenir et développer en son sein, doit aussi être valable pour ses activités à l'international. La Suisse soutient les conflits armés et les guerres, non seulement en produisant son propre matériel de guerre, mais également en finançant la production d'armes d'autres pays. Et cela paraît d'autant plus scandaleux lorsqu'il s'agit d'avoirs de caisses de pensions, qui n'investissent pas d'avoirs propres, mais les cotisations de leurs assuré-e-s. Le GSsA en est certain : la garantie de couverture peut être assurée sans investissements tachés de sang.



Le groupe régional de Lucerne récolte des signatures contre le commerce de la guerre lucernois.

SAINT-GALL

Contre le profit de guerre saint-gallois

L'initiative « Pour une interdiction du profit de guerre » sera probablement déposée fin août. La revendication pour des pratiques d'investissement éthiques sera ainsi aussi présente dans les rues de Saint-Gall. Par Michael Christen

Saint-Gall est le centre économique de la Suisse orientale. La banque Raiffeisen, la banque privée Notenstein et la compagnie d'assurance Helvetia y ont leur siège principal. L'Université de Saint-Gall compte parmi les hautes écoles en sciences économiques le plus renommées d'Europe, et attire de nombreux

étudiant-e-s et enseignant-e-s du monde entier. Des conditions idéales pour atteindre notre but : attirer l'attention sur les investissements financiers exempts de placements dans l'industrie des armes.

La caisse de pensions de Saint-Gall ayant malheureusement refusé de nous communiquer des informations à ce sujet, et ce malgré plusieurs demandes, nous ne sommes pas en mesure de livrer des chiffres précis quant au montant des investissements dans le domaine de l'industrie de l'armement. Après d'intensives recherches dans les rapports de gestion de la caisse de pensions, nous sommes cependant

en mesure d'affirmer que la caisse de pensions de la ville de Saint-Gall investit au moins de façon indirecte dans des entreprises produisant du matériel de guerre.

C'est sur la base de cette information que s'est formée une alliance contre le commerce avec la guerre à St-Gall, dont le but est de mener avec succès la campagne de l'initiative communale pour une interdiction de telles pratiques. Au sein de cette coalition, on retrouve des représentant-e-s du GSsA, des membres de différents partis, tels que es Verts/Jeunes Verts, du PS, des Jeunes Socialistes, ainsi que de nombreuses organisations locales, entre autres l'action Zunder.

Le texte de loi prévoit une interdiction pour la caisse de pensions de la ville de St Gall d'in-

vestir directement et indirectement dans le matériel de guerre. Le texte se différencie en cela de l'initiative lucernoise qu'il n'englobe pas les avoirs de la ville elle-même. Ceci car la ville a déjà renoncé aux investissements dans des entreprises impliquées dans la fabrication de matériel de guerre. Une raison de plus d'exiger une stratégie de placement éthique de la part de la caisse de pensions de la ville, et qui prouve qu'elle serait simple à mettre en oeuvre.

Questions et réponses au sujet des initiatives contre les profits de guerre

De combien d'argent parlons-nous ?

En Suisse début 2015 les avoirs gérés se chiffrent à un montant de plus de six milliards de francs (6'656'000'000'000 exactement). Les caisses de pensions à elles seules détiennent des avoirs de rentes correspondant à environ 800 milliards de francs. Le montant qui est investi auprès d'entreprises productrices d'armes peut paraître mince en pourcentage. Or, en chiffres absolus, cela représente des milliards de francs, qui sont utilisés par ces firmes pour construire des armes nucléaires, des bombes à sous-munition ou d'autres formes de matériel de guerre.

Qui investit dans les entreprises productrices d'armes ? Et combien ?

D'après les estimations, les investissements des caisses de pensions suisses dans l'industrie de l'armement se chiffrent à huit milliards de francs; du côté des grandes banques, sept milliards. Un milliard supplémentaire a été placé auprès des fabricants d'armes par la Banque Nationale Suisse.

Quelle part l'industrie de l'armement représente-t-elle dans ma caisse de pensions ?

En moyenne, les caisses de pensions suisses investissent un pourcent de leurs avoirs dans des actions et des obligations d'entreprises qui fabriquent du matériel de guerre. Pour certaines des caisses de prévoyance, la part s'élève jusqu'à deux pourcent.

Le renoncement aux placements dans de telles entreprises signifie-t-il une baisse des profits pour les investisseurs ?

Il existe de nombreuses études concernant les rendements d'investissements éthiques. Il n'a jamais pu être prouvé jusqu'ici que de les investissements durables et responsables conduisent à des performances financières moindres. Certaines études démontrent même que les

investissements éthiques sont moins risqués en comparaison à des investissements traditionnels à revenu égal.

Est-il possible d'investir en dehors de l'industrie de l'armement ?

Oui. En Suisse aujourd'hui, plus de 70 milliards de francs sont déjà investis de manière durable. Le marché de l'investissement éthique croît chaque année de plusieurs milliards de francs, bien que les investissements traditionnels constituent encore la grande majorité. Actuellement, le critère le plus important des investissements éthiques en Suisse est la garantie de l'exclusion de placements dans des entreprises d'armes. Il existe déjà plus de cent fonds d'actions et d'obligations, qui sont spécialement conçus de manière telle qu'ils ne contiennent pas de produits financiers issus des multinationales de l'armement.

Y-a-t-il déjà des caisses de pensions qui ont arrêté d'investir dans l'industrie de l'armement ?

Il existe différentes caisses de pensions qui ont renoncé soit aux investissements dans les armes nucléaires et les bombes à sous-munitions, soit aux investissements dans toutes les entreprises d'armement, voire à tout investissement non éthique. Parfois, cela fait partie de la philosophie de l'entreprise, par exemple dans le cas de la Fondation collective Nest, ou de la fondation Abendbrot. D'autres caisses de pensions renoncent aux investissements non-éthiques avec pour d'obtenir de meilleurs rendements à long terme.

Les coûts de gestion augmentent-ils si l'on choisit l'investissement éthique ?

Les petits investisseurs peuvent être confrontés à une augmentation des coûts de gestion de leur patrimoine s'ils décident d'opter pour l'in-

vestissement éthique. Les banques et les gestionnaires de fortune rajoutent une forme de « prime de mode de vie » sur ces produits. Mais lorsqu'il s'agit de montants de l'envergure de ceux gérés par les caisses de pensions, les différences sont minimales voire inexistantes.

Les caisses de pensions doivent-elles bien connaître les entreprises dans lesquelles elles investissent ?

Non. Il existe de nombreux fournisseurs d'indices et de fonds qui font le travail de recherche pour les investisseurs. Les caisses de pensions qui ont investi passivement dans des indices d'actions jusqu'ici pourraient continuer à le faire en cas de victoire de l'initiative.

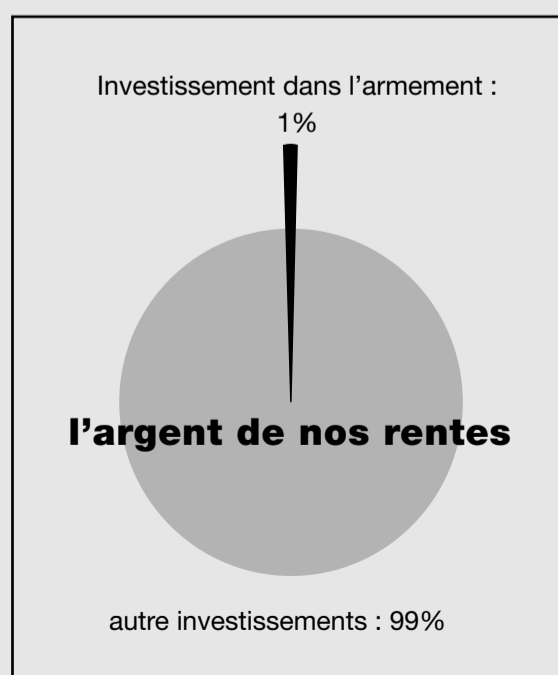
S'il est si facile et bon marché d'investir éthique, pourquoi n'est-ce pas déjà pratique courante ?

Il n'est jamais vraiment possible de prévoir quelle stratégie d'investissement sera couronnée de succès. Une année, ce sont les actions des entreprises d'armes qui sont les plus lucratives, l'année d'après celles des entreprises de

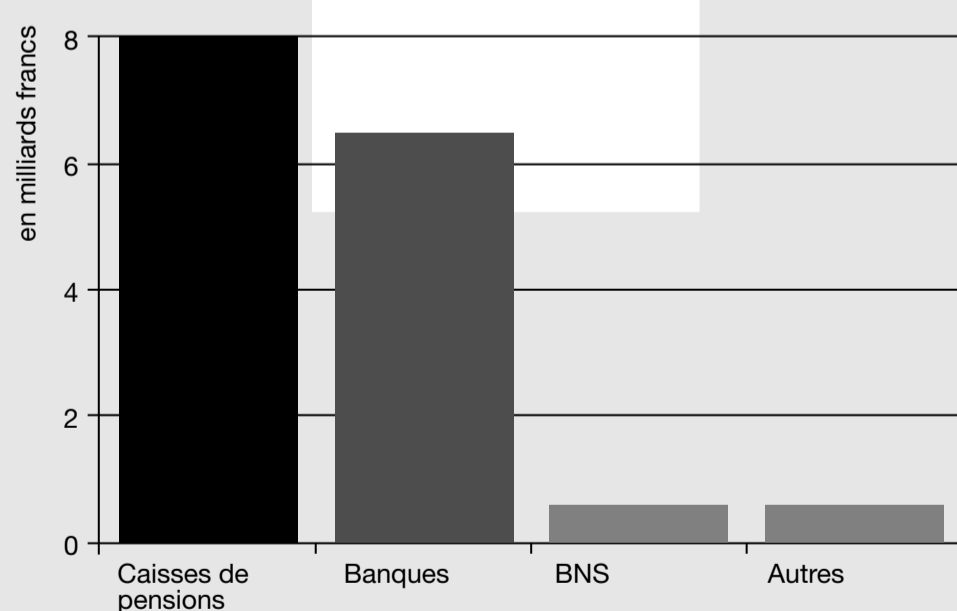
construction, et l'année suivante les obligations de grandes banques. Lorsque les gestionnaires d'une caisse de pensions essaient quelque chose de nouveau, ils prennent le risque d'être critiqués lorsque les marchés des produits financiers se comportent différemment qu'espéré. Lorsqu'ils investissent selon leurs habitudes, ils ne courent pas le risque de devoir essayer des critiques, quel que soit le résultat – ils ont suivi la tendance. Par le biais de nos initiatives, nous voulons inciter à créer de bons exemples à suivre.

Comment les caisses de pensions peuvent-elles savoir dans quelles firmes elles ne devraient pas investir ?

Dans la formulation de l'initiative, nous veillons à ce que les critères d'exclusion des entreprises soient compatibles avec les définitions internationales et les régimes de contrôle. Ainsi, les caisses de pensions peuvent s'aider de listes ainsi que d'indices déjà existants. La question de savoir si les entreprises fournisseuses seront affectées par l'initiative devient ainsi superflue.



Investissements dans l'industrie de l'arme-



SCANDALE DANS L'ARMÉE

Une licence pour jeter l'argent par les fenêtres

L'armée aligne les scandales depuis des années. Achat de systèmes informatiques jamais mis en service. Des chars d'assaut cachés dans des galeries et oubliés. Un personnel dirigeant qui non seulement se moque mais se permet aussi d'insulter des représentant-e-s des médias. Des fuites de données des systèmes informatiques. Et la liste pourrait être prolongée ad infinitum.

Par Martin Parpan

Il semble logique de présumer que la série sans fin de scandales qui secouent l'armée constitue une base continue d'exaspération et d'activités pour les critiques de l'armée. Qu'elle permet de garder l'armée sous pression permanente. Mais ce n'est pas le cas. Le fait est que depuis le virage à droite du Parlement, l'armée a non seulement été classée au patrimoine mais s'est aussi vue attribuer une augmentation de son budget.

Nourrissez-les !

Comment expliquer ce décalage entre prestations et récompense ? L'armée suisse est une institution qui justifie son existence par l'usage du conditionnel : « Il se pourrait que la situation mondiale évolue de telle façon que l'on se félicite d'avoir une armée. » La direction de l'armée et ses partisans savent pourtant que de tels scénarios au conditionnel deviennent difficile à défendre dès qu'il s'agit de les concrétiser. Quelle armée pourrait bien attaquer la Suisse ? Comment l'armée pourrait-elle bien nous défendre du terrorisme ? Comment l'armée pourrait-elle

défendre la Suisse contre la cybercriminalité, alors qu'elle n'est même pas capable de maîtriser son propre système informatique. Le simple fait d'avoir de telles discussions affaiblit l'armée. Et le camp bourgeois en est bien conscient. Les partisans de l'armée ne veulent pas mesurer l'armée à ses actes ou selon des scénarios réels, ils voient l'institution de l'armée en tant que valeur intrinsèque. L'armée est utile, car elle est là. Comme l'illustre la discussion au sujet du budget pour un nouveau système de défense aérien (Bodluf). Après le rejet de l'achat, les moyens dégagés n'ont pas été reversés à la Confédération mais sont restés dans le giron de l'armée, d'après la devise : si ce n'est pas le Bodluf, ce sera bien quelque chose d'autre. L'institution de l'armée doit être nourrie. Grand et cher est toujours plus sexy que petit et bon marché.

La majorité actuelle au parlement facilite encore la tâche à l'armée dans ses élucubrations fumeuses. La réalité n'a plus qu'un ancrage minime sur le militaire. L'argent est là dans tous les cas. Une idée de projet quelle qu'elle soit se laisse toujours trouver. Et ceci reste la différence fondamentale en comparaison à d'autres départements. Ils doivent se confronter au monde réel. La politique des transports, les primes d'assurance-maladie ou l'AVS sont des thèmes d'actualité. Ils ont une pertinence concrète dans l'ici et le maintenant, ce qui laisse peu de place aux châteaux en Espagne. Au contraire du DDPS. On dirait que nous devons accepter le fait que l'armée va continuer à produire scandale sur scandale et à gaspiller des milliards. Frustrant.

RUAG

La sécurité ébranlée

RUAG, l'entreprise d'armement de la Confédération aime à se présenter en tant que spécialiste en cyber-sécurité. Ce qui ne l'a pas empêchée d'être victime d'une attaque de hackers. Un cas qui exemplifie à merveille les problèmes de protection des données en Suisse – et qui aura des répercussions sur la nouvelle Loi sur le renseignement, la LRens. Par Adi Feller

Le concept de « cyber » circule dans beaucoup de débats. Une menace permanente selon les politiciens-ne-s chargé-e-s de la sécurité de tous les partis.

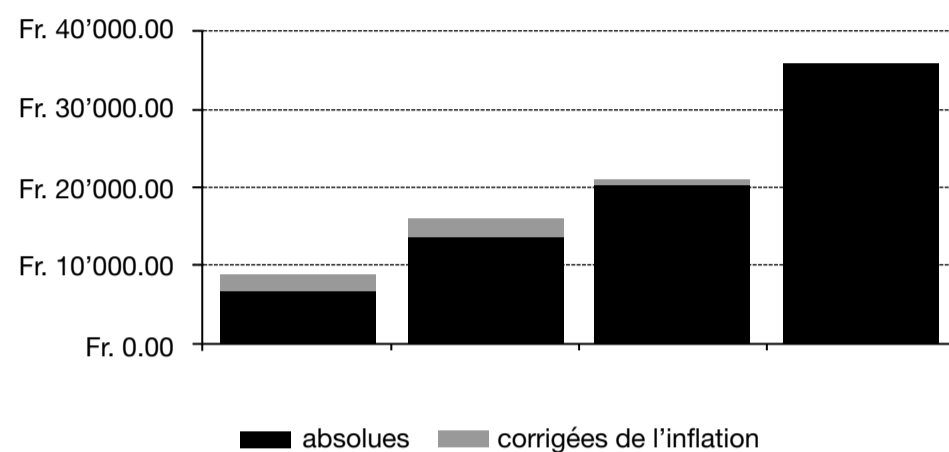
Il y a de cela quelques semaines, la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information MELANI a publié une description détaillée de l'attaque à laquelle il vaut le coup de jeter un oeil. Une année durant, personne au sein de RUAG ne remarque l'intrusion dans le système informatique – jusqu'à ce qu'un service secret étranger attire l'attention de la Confédération au sujet de l'attaque. Il est significatif de constater qu'au jour d'aujourd'hui, personne ne sait quelles informations ont été volées et combien de temps le système a été espionné. Et ceci bien

que RUAG elle-même affirme qu'aucune donnée sensible (des informations secrètes seulement) n'a été dérobée.

Un argument tout usage

RUAG veut investir massivement dans son propre système de sécurité tout en développant le domaine d'activité de la Cyber-sécurité, et ce plus rapidement que prévu. Que RUAG trouve des client-e-s pour ses nouveaux produits paraît optimiste. L'attaque dont elle a été victime n'aura en tout cas pas été la meilleure publicité pour l'entreprise. Et surprise supplémentaire : l'instrumentalisation de l'incident par le Conseiller fédéral Guy Parmelin lors de la conférence de presse sur la LRens. Selon lui, l'attaque démontre que les prérogatives des services secrets doivent être augmentées, afin d'empêcher de tels événements dans le futur et de pouvoir être en mesure de découvrir qui se cache derrière l'intrusion dans RUAG. La leçon à tirer paraît plutôt la suivante : qui se positionne en tant que grand expert de sécurité ferait mieux de s'occuper de l'entretien et de la surveillance de son propre système de sécurité au lieu de pérorer sans vergogne au sujet d'attaques virtuelles.

Dépenses militaires annuelles par soldat



SERVICE MILITAIRE

La parité mal comprise

Un groupe d'étude du Conseil fédéral recommande l'extension de l'obligation de servir aux femmes. Ce qui est vendu comme une mesure pour la parité n'est, en fait, rien d'autre qu'une discrimination supplémentaire. Par Thomas Leibundgut

Après deux ans de travail, le groupe d'étude du Conseil fédéral sur le système de l'obligation de servir a publié son rapport. Conclusion : dans le futur, les femmes aussi devront se soumettre à l'obligation de servir et/ou payer la taxe d'exemption. Une mauvaise réponse à une question mal posée : au lieu d'analyser si le système actuel est encore adapté au présent et viable pour le futur, le groupe n'a rien fait d'autre que de chercher une solution en renfort au status quo actuel. Cela paraît la seule explication possible au fait que le groupe d'étude défende la conscription obligatoire et le caractère punitif du service civil, qui est une fois et demi plus long que le service militaire. Et ce bien que la commission des droits humains de l'ONU ait déjà recommandé à la Confédération de réduire la durée du service civil à celle du service militaire.

Esprit guerre froide

Le rapport rappelle l'hystérie militariste en vogue durant la guerre froide. Le groupe d'étude recommande non seulement l'extension du service civil aux femmes, mais aussi aux « étrangers/ères ». Et ceci avec la justification suivante : un tel service civil, ouvert à tou-te-s attirerait de nombreuses nouvelles recrues, qui ne devraient pas perdre leur temps en attente et obéissance inutiles.

La même mentalité, qui fait aussi de l'armée un centre propice à l'apparition de telles idées, se manifeste dans la proposition la plus controversée du groupe d'étude : l'extension de l'obligation de servir aux femmes. Un pas nécessaire pour étendre le pool de candidat-e-s dans lequel recruter encore plus de gens pour occuper les fonctions exigées par l'armée. Selon le groupe d'études, il est question d'égalité : ainsi, tou-te-s les résident-e-s muni-e-s d'un

passport suisse se verraient obligé-e-s de faire le service militaire ou de payer la taxe d'exemption.

L'injustice reste

La proposition repose sur des conceptions erronées de la justice et de l'égalité. Une injustice (le service militaire) ne perd rien de son caractère injuste si elle est étendue à un groupe plus vaste de la population (à travers l'inclusion des femmes à l'obligation de servir). Cela ne contribue pas non plus à l'égalité entre les genres. En effet, la vision selon laquelle il faudrait systématiquement transposer les « droits et devoirs » associés et/ou réservés aux hommes aux femmes est fondamentalement sexiste. Cela présuppose que l'émancipation passe exclusivement par l'adoption de codes de conduites sociaux créés par et pour les hommes. La position de l'homme au sein de la société se voit ainsi posée en idéal à atteindre pour les femmes. L'homme, comme être humain « neutre », dont les prérogatives doivent être étendues aux femmes. Pas étonnant que le groupe de travail n'ait même pas pensé à proposer l'abrogation de l'obligation de servir pour les hommes, seule alternative qui contribuerait à l'égalité des genres.

De plus, les inégalités entre hommes et femmes restent importantes dans toutes les sphères de la société. Les femmes accomplissent toujours plus de travail d'aide non rémunéré que les hommes. La combinaison famille et travail est toujours aussi difficile à accomplir pour les femmes. Les femmes en Suisse gagnent encore en moyenne 1000 Francs (presque 20%) de moins que les hommes. 40% de cette différence n'est pas liée au statut professionnel, à l'expérience ou à la qualification. La différence de salaire due à la discrimination seule est chiffrée à plus de huit pour cent.

A la fin du rapport, le groupe admet lui-même que sa proposition ne peut pas être justifiée d'une pseudo volonté égalitariste : « l'égalité entre hommes et femmes n'a pas encore été atteinte dans d'autres secteurs. C'est pourquoi il serait erroné de rajouter des obligations aux femmes. »

ARMES NUCLÉAIRES

Le désarmement nucléaire a petits pas

L'Assemblée Générale de l'ONU a confié plusieurs fois à la Conférence du Désarmement la tâche de négocier une convention d'interdiction des armes nucléaires sur le modèle des conventions sur les armes biologiques et des armes chimiques qui sont des armes de destruction massive.

Par Michel Monod

La Cour Internationale de Justice a émis un avis de droit concernant l'usage de l'arme nucléaire déclarant que son usage était disproportionné mais ne l'interdit pas totalement en cas de menace sur l'État.

L'article VI du Traité de Non Prolifération prévoit que les Etats Nucléaires doivent en toute bonne foi mettre fin à la course aux armement et parvenir au désarmement nucléaire. Seulement les Etats nucléaires avancent pas à pas dans le cadre de la Conférence du Désarmement. Ils ont signé un traité d'interdiction des essais nucléaires mais ce traité n'a toujours pas été ratifié. Les puissances nucléaires ne se privent pas de faire des essais en laboratoires et miniaturisent les bombes. Le prochain pas concerne l'interdiction de produire des matières fissiles. Les Etats nucléaires ne sont toujours pas d'accord sur l'élimination des stocks que réclament les Etats non nucléaires. Il faudra ensuite s'accorder sur l'assurance négative de

ne pas attaquer une puissance non nucléaire. Ensuite il y aura l'interdiction de placer en orbite des armes nucléaires.

Depuis 15 ans la Conférence du Désarmement se réunit sans résultats dans le domaine du nucléaire. Les traités sur les mines anti personnel et les bombes à fragmentation ont été obtenus en dehors de la conférence du désarmement qui est liée par la loi du consensus. Trois conférences sur les conséquences humanitaires des explosions ont eu lieu en 2014 qui ont alerté la population.

Face à ce blocage l'Assemblée Générale de l'ONU a convoqué un groupe de travail ouvert aux Organisation Non Gouvernementales pour faire avancer les négociations sur les armes nucléaires.

Le groupe de travail s'est réuni en 2014 sans résultat. Il se retrouve cette année. Les points à traiter:

1. Les dispositions légales à observer, une interdiction de l'usage de ces armes ou leur élimination.
2. La nécessité de la transparence concernant le nombre et la portée de ces armes.
3. Les risques d'explosion accidentelle de ces armes.
4. Les conséquences humanitaires en cas d'explosion

Le groupe de travail s'est réuni déjà en février de cette année. Les Etats nucléaires ne participent pas car ils estiment que l'article VI du TNP les engage suffisamment. Les Etats qui disposent d'armes nucléaires sur leur sol ne participent pas non plus car ils estiment que seule la conférence du désarmement peut prendre une décision qui implique tous les Etats.

Des ONG demandent une convention d'élimination totale des armes nucléaires d'autres proposent une interdiction d'usage comme premier pas vers une élimination totale de ces

armes. D'autres proposent des traités partiels sur les essais nucléaires, les matières fissiles, les assurances négatives sans ordre de priorité mais dans le but général d'abolition des armes nucléaires par une convention.

Personnellement je pense qu'une interdiction d'usage de ces armes pourrait être acceptée par les puissances nucléaires le temps de discuter des traités partiels qui apportent davantage de confiance et de parvenir à une abolition globale de ces armes.

En tant que Mouvement non violent nous proposons la résolution non violente des conflits comme alternative à la solution militaire qui nourrit le cycle de la violence.



L'OTAN

La plus grande manoeuvre de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide

En juin 2016 a eu lieu la plus grande manoeuvre de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide. 31'000 soldat-e-s venu-e-s de 24 pays membres de l'OTAN et de nations alliées se sont entraînés à la défense de la Pologne contre un « ennemi imaginaire venu de l'est ». Un rapport sur l'opération « Anaconda 16 ». Par Michael Christen

Au total, ce sont pas moins de 3'000 véhicules et chars d'assauts, 105 avions et hélicoptères, douze navires de guerre et 31'000 soldats qui ont été déployés pour défendre la frontière de l'est de l'OTAN contre des ennemis imaginaires baptisés Bothnia ou Torrike. L'exercice a débuté par le parachutage de 2'000 soldat-e-s dans le village polonais de Świdwin, avec pour but de conquérir et de sécuriser des territoires. Ensuite, les exercices s'enchaînent : escadrons d'avions et de missiles, entraînement de réaction aux menaces biologiques, chimiques ou nucléaires, ou encore aux attaques nocturnes d'hélicoptères. L'exercice «Anaconda 16» visait à préparer à la réaction face à une attaque surprise, non à une déclaration de guerre officielle. Selon le scénario de l'exercice, la Pologne a été attaquée par la mer Baltique par un

«groupe rouge». Parallèlement, des soldat-e-s non désigné-e-s s'infiltrèrent en Pologne par le Nord et par le Sud.

Pas besoin d'être un expert militaire pour comprendre le message implicite de l'exercice. Le groupe rouge et les soldat-e-s non désignés qui envahissent la Pologne désignent évidemment les forces armées russes. L'inclusion de forces spéciales aux uniformes kakis dénués d'emblèmes rappelle étrangement les « petits hommes verts » qui ont soudainement apparu en 2014 en Crimée : les « défenseurs de la population russophone de la Crimée » qui ont très vite pris le contrôle de casernes, mairies et même du Parlement.

L'OTAN s'est entraînée à une attaque de la Pologne par la Russie : et ceci peu de temps avant le sommet de l'OTAN. Officiellement, « Anaconda 16 » ne représente pas une manoeuvre de l'OTAN.

« Anaconda 16 » a lieu tous les deux ans depuis 2006 en tant que manoeuvre de l'armée polonaise. En 2014, 13'000 soldat-e-s polonais y ont participé. Cette année par contre, 14'000 soldat-e-s américain-e-s s'y sont joint-e-s. Le message est clair et facile à comprendre: le président polonais, Andrzej Duda, ne s'en

cache pas : « Le but de la manoeuvre est clair : nous nous préparons à une attaque. » Le ministre de la défense polonais Antoni Macierewicz parle quant à lui de « tester la capacité de l'alliance à se défendre sur le flanc est ». Lors de l'annexion de la Crimée et le conflit dans l'est de l'Ukraine, la Russie a utilisé des tactiques et stratagèmes de ce qu'on appelle la guerre hybride. Exactement ce qui a été entraîné lors de « Anaconda 16 ». Le but de cette manoeuvre était de faire peur à la Russie, d'éviter une invasion des pays Baltes et de la Pologne.

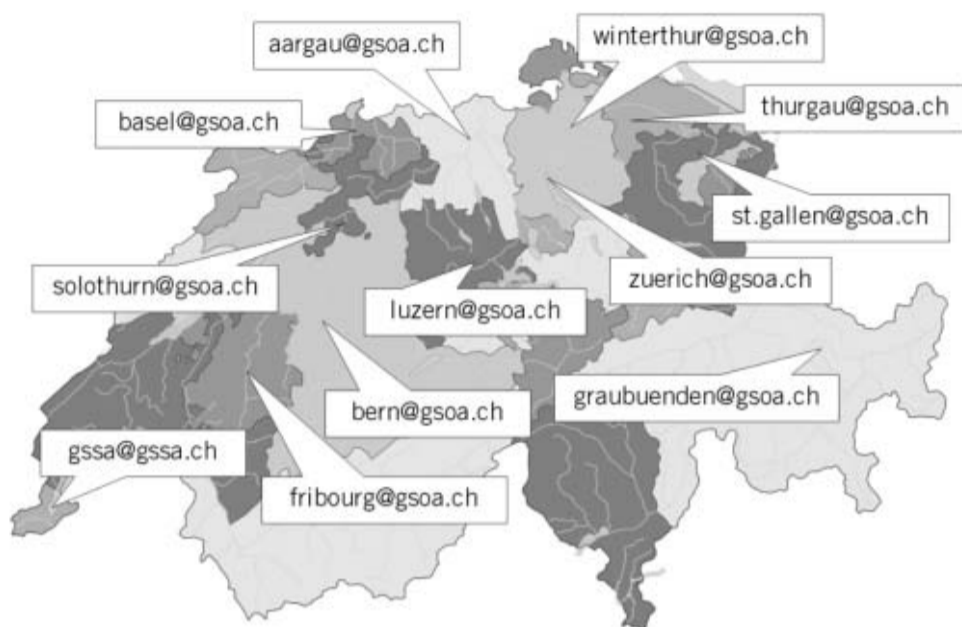
« Anaconda 16 » a été le plus vaste exercice des états de l'OTAN depuis la fin de la Guerre froide, il y a de cela environ 25 ans. Et en des dates qui coïncident exactement avec l'invasion de la Russie par l'Allemagne nazie. L'exercice a provoqué de vertes réactions de la Russie. D'après Dimitri Peskov, porte-parole du Kremlin, l'exercice ne contribue pas vraiment à la création d'une atmosphère de confiance et de sécurité. Le Kremlin a également déploré la participation prévue d'états non-membres de l'OTAN telle que l'Ukraine ou la Géorgie.

Les conséquences d'« Anaconda 16 » sont en-

core à venir. Ce qui est sûr, c'est que l'exercice n'a pas contribué à l'amélioration des relations diplomatiques. Les provocations permanentes de la Russie et de l'OTAN n'aident pas l'Europe. Il convient de rappeler que la Russie n'a pas provoqué de changements de frontières depuis la fin de la Guerre froide, Crimée mis à part. L'OTAN, en revanche, a inclus les pays Baltes à l'alliance et ainsi déplacé sa frontière à l'est, bien qu'elle ait promis le contraire à la Russie « en échange » de la réunification de l'Allemagne. A la fin des années 1990 déjà, John F. Kennan, un historien et diplomate nord-américain, défendait la thèse selon laquelle un élargissement à l'est de l'OTAN constituerait la plus grande erreur de la politique des USA depuis la fin de la Guerre froide. Ou comme le disait Willy Brandt : il ne peut y avoir de sécurité et de paix en Europe qu'avec la Russie. L'OTAN, dominée par les USA, représente plus un problème qu'une solution pour la paix mondiale et en Europe. Pour finir, il reste à dire que la Géorgie n'a finalement pas participé à l'exercice. Deux soldats géorgiens ont attrapé la varicelle par le biais de leurs enfants, et toute la compagnie est restée à la maison.

Engage-toi dans ta région !

Les groupes régionaux sont la colonne vertébrale du GSsA. Ils participent activement aux prises de décisions du GSsA Suisse et organisent indépendamment leurs propres actions et événements. Participer à la réunion d'un groupe régional de ta région est un moyen très simple de s'engager auprès du GSsA. Tu as envie de devenir actif-ve ? Contacte-nous à l'une des adresses mentionnées ci-dessous. **Nous nous réjouissons déjà de te rencontrer !**



Mettons un terme aux investissements dans les entreprises d'armement !

(ms) Le 9 avril 2016, l'Assemblée générale du GSsA a décidé de lancer des initiatives communales dans différentes villes de Suisse, notamment à Berne, Zurich, Neuchâtel ou Coire. Pour cela, nous avons besoin de vous ! Les initiatives exigent que les employé-e-s des villes puissent être assuré-e-s auprès de caisses de pensions qui n'investissent pas dans des entreprises productrices de matériel de guerre. Force est de constater que malheureusement, presque toutes les caisses de pensions communales qui ont répondu à notre enquête, investissent dans des entreprises d'armement qui produisent aussi des armes atomiques et des bombes à sous-munition. Et ceci, bien que cette pratique soit interdite par le droit international. Dans le cas des caisses de pensions, il ne s'agit évidemment pas de petites sommes.

Aidez-nous à empêcher le financement de la production de matériel de guerre par l'argent des caisses de pensions suisses ! Venez nous aider à récolter des signatures ! Pour ce faire, contactez simplement par e-mail le groupe régional concerné.

Un investissement pour la paix !

Comme vous avez pu l'apprendre en lisant ce journal, nous planifions pour cette année et pour la suivante différentes actions de taille contre l'industrie de l'armement. Une grande partie du travail du GSsA est réalisé par les militant-e-s bénévoles. Pour le lancement des initiatives communales et fédérales, nous avons, cependant, besoin de soutien financier. Grâce à chaque don, que vous pouvez faire au moyen du bulletin de versement ci-joint, vous participez directement au succès du GSsA. **Un immense merci pour votre investissement pour la paix !**

GREGOR

Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.
www.facebook.com/gregor.gewehr



Impressum

rédaction : Felix Birchler (fb), Sebastian Büchler (sb), Michael Christen (mc), Stefan Dietiker (sd), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df, verantwortlich), Amanda Gavilanes (ag), Mélanie Glayre (mg), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Thomas Leibundgut (tl), Nora Komposch (nk), Eva Krattiger (ek), Magdalena Küng (mk), Michel Monod (mm), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Nikolai Prawdzic (np), Rahel Ruch (rr), Tobia Schnebli (ts), Renate Schoch (rs), Meret Schneider (ms), Andreas Weibel (aw)

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Image de couverture :** photomontage, Photo © Fotolia.com **Tirage :** 5'000 exemplaires

Les courrier des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt « STOP nouveaux avions de combat » homme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « STOP nouveaux avions de combat » femme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con »	blanc noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « Quelle connerie la guerre »	blanc noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L	Fr. 28.-	
	T-Shirt « If war is the answer... » femme	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « If war is the answer... » homme	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt « A bas toutes les armées »	blanc	<input type="checkbox"/> S	Fr. 28.-	
	Autocollant « L'armée, ça tue, ça pollue... »			Gratuit	
	Briquet « L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con! »			Fr. 2.-	
	Couteau porte-clés « GSsA »			Fr. 15.-	
	Drapeaux PACE			Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE			Fr. 12.-	
	Frais de port				Fr. 4.80
Somme totale de la facture					

Commande: GSsA, Case postale, 8031 Zurich, gssa@gssa.ch

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

N° _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____